

Michel Pablo

À nouveau sur le parti

Juin 1984

Source : *Sous le drapeau du socialisme*, de la Tendance marxiste-révolutionnaire internationale (TMRI), n° 97-98, juin 1984.

La contribution du camarade A. Moreau¹ à notre débat capital sur le « parti » apporte des précisions utiles à ce débat et contribue à l'impulser pour approfondir et enrichir davantage son sujet. J'interviens dans ce sens, souhaitant que d'autres camarades décident de s'exprimer, allant au fond de toutes les conséquences de ce débat : c'est le seul moyen de parvenir à une conception équilibrée.

Abordant la question capitale du parti qui convient à notre conception de l'autogestion sociale généralisée, en tant que contenu concret et unique du terme « socialisme » à notre époque, nous avons été amenés à parler d'une organisation politico-sociale, terme qui désigne une organisation agissant dans le vaste mouvement politico-social de la société moderne ; dans lequel se manifeste l'activité sociale polymorphe, et non pas strictement « politique » comme l'entendent les organisations politiques traditionnelles. L'évolution de la société, en particulier dans les pays avancés pose non seulement la question de sa transformation radicale par la « révolution », conque comme un moment de changement qualitatif brusque, mais également celle de la gestion quotidienne de toute une série d'aspects de la vie sociale par les producteurs et les citoyens, grâce à leur auto-organisation et leur auto-activité se passant de l'État, de ses institutions, pouvoirs et contrôles. L'évolution se fait certes dans le sens d'une société étatisée, mais qui cherche en même temps à s'auto-organiser et à s'auto-administrer démocratiquement, y compris dans l'immédiat et le quotidien.

Les « communistes », les « marxistes », les « révolutionnaires » doivent s'insérer dans ce mouvement politico-social multiforme de la société avancée, non pas pour le domestiquer « politiquement » et « organisationnellement », tâche de toute manière impossible, mais pour contribuer à le dynamiser dans sa pluralité, dans ses formes spécifiques d'expression, et pour coordonner ses activités en vue de réaliser un projet de société commun. Nous appellerons ce projet « République autogérée » ; il ne résulte pas d'une spéculation intellectuelle, mais d'une expérience sociale concrète, comme celle vécue et ce n'est pas un hasard par les producteurs et citoyens de Pologne.

1 Sous le drapeau du socialisme n° 95-96

Les « révolutionnaires », associés au sein d'un cadre organisationnel qui leur est propre, agissent disséminés dans le vaste mouvement politico-social de la société moderne, dans un rapport d'interaction avec ce milieu. Ils y élaborent leur « politique » et modèlent leur action, informant et s'informant, formant et se formant, éduquant et s'éduquant constamment, avec pour seuls « avantages » pour eux la continuité et le sérieux de leur activité politico-sociale quotidienne, leur vision d'un projet social global et leur détermination à lutter pour que ce projet puisse, à un moment historique propice, réussir. Cette réussite dépendra pour beaucoup des progrès réalisés par le mouvement politico-social vaste de la société dans son auto-organisation multiforme préalable à la victoire, préalable au moment de la « révolution », dispensant le « parti » d'apparaître comme le « représentant » essentiel de la classe et de la société, avec les conséquences inévitables dans ce cas d'une telle façon d'envisager « la prise du pouvoir ».

En tant que marxistes conséquents, nous œuvrons pour un État qui commence à dépérir du premier jour de son installation sur la défaite révolutionnaire de l'État bourgeois. Le « parti » préexistant à cet « État » doit agir de manière à commencer à dépérir lui-même au fur et à mesure qu'avance l'auto-organisation de la société qui doit déboucher sur la république autogérée. Le « parti » n'est pas un but mais un instrument contribuant à l'auto-organisation et à l'auto-activité de la classe et de la société, en vue de réaliser son projet de société nouvelle. Cela sonne comme une négation du rôle du « parti », ce qui est vrai dans le sens traditionnel de ce terme.

Le « parti » a connu une évolution historique qui l'a façonné selon les conditions et les exigences qui présidaient à son action. Au début de la naissance du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes européens, le « parti » apparaît nécessairement comme l'instrument indispensable pour suppléer la faible conscience de classe et politique, des masses, à leurs carences organisationnelles et au dilettantisme militant de l'intelligentsia révolutionnaire. Il acquiert dans ces conditions une mentalité forcément élitiste qui convient aussi bien à l'intelligentsia se considérant dépositaire de la « théorie » qu'aux militants activistes « guides », « dirigeants » des masses. Au fur et à mesure que le mouvement ouvrier renforce sa conscience de classe et même politique dans les luttes et le développement général de la société, le « parti » s'efforce de se « désélitiser » du point de vue idéologique. Mais, en même temps, en s'élargissant, se renforçant, en s'entraînant dans le jeu des élections, du parlementarisme, du gouvernement, il se bureaucratise et verse dans l'opportunisme. Dans des conditions d'arriération relative des masses et de clandestinité, le parti reste « pur » mais élitiste, croyant qu'il inocule de l'extérieur le « bacille révolutionnaire » aux masses. Il trouve une meilleure relation dialectique avec elles quand le mouvement ouvrier se développe dans la légalité des régimes bourgeois.

Les différences qu'on enregistre dans la formation et la conception du « parti » en Allemagne et en Russie durant le XIX^e siècle jusqu'à la première guerre mondiale illustrent parfaitement ces remarques. Des conceptions initiales élitistes du « parti » apportant de l'extérieur la conscience aux masses, que développe au début du mouvement ouvrier Lassalle et même Kautsky, on évoluera vers celle qu'exprime au début du siècle Rosa Luxemburg polémiquant contre Lénine et son *Que faire ?* Lénine défend une conception du « parti » en tant qu'instrument de combat contre l'absolutisme tsariste, très centralisé, véritable « armée » structurée autour du corps des « révolutionnaires professionnels ». Il justifie cette conception par les conditions historiques concrètes de la Russie arriérée de l'époque et qui le forcent à établir effectivement une relation antidialectique entre le mouvement des masses et le « parti », entre la « spontanéité » et la « conscience ». Tout ce qu'on dit sur ce sujet Plekhanov, Rosa Luxemburg et Trotsky (entre autres), critiquant *Que faire ?*, reste fondamentalement valable.

En effet, les masses, dans leur mouvement fondamental, transcendent inexorablement leur « trade-unionisme » initial et iront vers la révolution en posant et en résolvant les plus hautes questions politiques. En revanche, le « parti » s'est vu maintes fois relégué à la traîne des masses et des événements, comme en 1905 et comme en 1917. Il est étonnant a posteriori que Lénine, préoccupé comme toujours de solutionner un problème immédiat, n'ait pas su réfléchir suffisamment sur les conséquences à terme d'un « parti » dépositaire de la « théorie », « guide » et « dirigeant » de la classe, avec un corps de « révolutionnaires professionnels » et strictement centralisé. Un tel corps, une telle institution ne doivent-ils pas développer nécessairement une mentalité et des intérêts propres, qui les distancient des masses et sont susceptibles de les transformer qualitativement s'ils arrivent à accaparer et à gérer le pouvoir ?

Léon Trotsky revient à la fin de sa vie sur *Que faire ?* dans son *Staline*, dont il persiste à considérer la théorie d'un « caractère unilatéral et partant erroné » ; il souligne que « le mouvement des classes et les intérêts des appareils des partis entraînent, comme bien souvent, en contradiction acerbe ». Il termine sa réflexion par une interrogation d'un intérêt actuel capital : « Que sera-ce donc quand les cadres (bolchéviques, qui révélèrent au lendemain du renversement de la monarchie une tendance évidente à se séparer des masses et à prendre leurs propres intérêts pour ceux de la classe ouvrière) deviendront la toute-puissante bureaucratie de l'État ? » L'histoire a donné sa réponse : ils conduiront tout droit à l'État bureaucratique.

Pour que le « parti » évite une telle dégénérescence, il faut que, dès le début, il reste lié aux masses et évite de s'institutionnaliser, créant inévitablement des intérêts et une mentalité propres. Il faut surtout qu'il œuvre pour l'auto-organisation et l'auto-activité des masses dès avant la « révolution », afin que celle-ci se concrétise dans le déclenchement du processus de l'autogestion sociale généralisée et jette dès le début les bases de la république autogérée, évitant précisément que le « parti » hissé au pouvoir d'État ne se transforme inexorablement en embryon de la bureaucratie d'État. Il en découle une conception du « parti », de son rôle, de ses rapports avec les masses et la société, de sa structure et de son fonctionnement internes essentiellement différentes de celle de *Que faire ?*, celle du parti « léniniste ». Ce dernier type de parti, ou plutôt sa caricature extrême, surgit dans les pays soumis à des régimes absolutistes, où il s'agit de mener une longue vie dans la clandestinité et de recourir à la lutte armée pour s'en débarrasser. C'est le cas de maints pays du Tiers-monde, dans lesquels le « parti » émane d'un ou plusieurs mouvements révolutionnaires, héritant d'eux une structure hypercentraliste, quasi militaire, et une mentalité à la fois élitiste et bureaucratique. L'État contrôlé, géré, construit par un tel « parti » ne saurait évoluer que vers un État bureaucratique ; toutes les conditions objectives et subjectives concourent à un tel résultat. Nous pouvons comprendre cet état de choses, nous ne pouvons pas l'idéaliser et éviter de prévenir les forces révolutionnaires dans ces pays du danger mortel d'une telle évolution, aussi bien dans la lutte pour le pouvoir que surtout pour l'avenir socialiste de celui-ci.

Le « parti » qui convient au socialisme conçu comme le régime de l'autogestion sociale généralisée, doit être une organisation politico-sociale, insérée dans le mouvement multiforme de la vie et de l'activité sociales qui caractérise actuellement les pays avancés. Cela signifie une organisation ouverte, liée activement à toutes les manifestations, formes mouvements de l'auto-activité de la société, société qui éclate dans la diversité des besoins et des aspirations qu'il s'agit de faire coexister en les harmonisant dans un cadre social autogéré commun.

Une telle organisation prépare la « révolution » et la république autogérée de demain en favorisant systématiquement dès maintenant les tendances des masses à l'auto-organisation et à l'auto-activité, en les aidant à prendre en charge, dès maintenant, des secteurs de plus en plus amples de la société civile. Dans les pays avancés ces tendances existent et iront en s'amplifiant comme le montrent les

exemples des mouvements des femmes, anti-guerre, des écologistes, des minorités nationales à l'ouest, de la Solidarité polonaise, de la Charte tchécoslovaque, etc., à l'est... C'est dans ces vastes mouvements, politico-sociaux par nature, que le « parti » de l'autogestion sociale généralisée agira de préférence, recrutera ses membres, façonnera son fonctionnement, approfondira sa politique et sa pratique sociale, débordant le cadre « ouvrieriste » traditionnel. Plus que jamais, le parti qui veut défendre les ouvriers a besoin de se débarrasser de l'« ouvrierisme » et de poser les questions fondamentales déterminant la crise actuelle de l'humanité et les conditions de son dépassement. Dans ce domaine, la conception qu'avait déjà Lénine dans *Que faire ?*, contre l'« ouvrierisme » et pour une action politique à l'adresse de toute la société, reste encore valable et doit s'amplifier.

On objectera qu'une telle vision du rôle et de l'activité du « parti » cadre mal avec les petites organisations de la gauche révolutionnaire actuelle, pour la plupart élitistes et « ouvrieristes » dans leur marginalité sociale. Mais le sens de notre combat, qui est avant tout déterminé par rapport à la préparation de l'avenir, réside également dans la conviction que nous avons d'une recomposition, lente encore, moléculaire, du mouvement politico-social de la classe ouvrière et d'autres forces sociales nouvelles, recomposition qui mettra fin à des schémas idéologiques et organisationnels périmés,

Il suffit d'imaginer quelle force très importante pourrait déjà être une gauche révolutionnaire unifiée, ou fédérée, parvenant à rompre avec les conceptions dépassées concernant les sociétés de l'est, le contenu du socialisme, le rôle du « parti », avec son « ouvrierisme » et son « révolutionnarisme » messianiques ; une gauche révolutionnaire dotée d'un regard plus profond et plus lucide sur la réelle situation actuelle dans les différents secteurs du monde pays avancés, Tiers-monde, États de l'Est et les transformations économico-sociales en cours, sur les nouveaux mouvements sociaux, sur la société réelle dans laquelle nous vivons et qu'il s'agit de transformer radicalement : de transformer selon ses propres tendances et par sa propre conscience agissante, au mûrissement de laquelle nous pouvons et nous devons contribuer.